Macron ou la stratégie de la tension

Le 05-04-2019

Télécharger ou imprimer au format PDF

Par Joël Perichaud, secrétaire national aux relations internationales du Parti de la démondialisation

Le gouvernement a presque tout tenté : prime d'une poignée d'euros pour certains smicards et quelques policiers, attente du pourrissement du mouvement des Gilets jaunes, insultes pour les déconsidérer (extrémistes de droite ou de gauche, fascistes, racistes, xénophobes, antisémites etc.), « évacuation » des ronds-points, enfumage par le grand débat, gazage et mutilation des manifestants pacifiques, emploi d'armes (LBD 40, grenades de désencerclement GLI-F4) et de véhicules de guerre (VBR), canons à eau, mépris de classe, grande casse du 15 mars (acte XVIII)... rien n'y fait.

Les Gilets jaunes mènent des actions quotidiennes et chaque samedi, pacifiquement, manifestent pour, inlassablement, crier leurs revendications.

La stratégie gouvernementale consistant à faire le maximum de dégâts, n'en était, pendant l'acte XVIII, qu'à ses débuts. Macron a envoyé Philippe au charbon... entouré d'une brochette de « gentils organisateurs », comme on dit au Club Med : l'inénarrable Christophe Castaner (Intérieur) plus reconnu pour ses prestations sur les dance floors que pour son sérieux, Nicole Belloubet (Justice) reine des comparutions immédiates, Laurent Nuñez (secrétaire d'État auprès de Castaner), la voix de son maître...

Tout ce « beau monde » pour nous dire ce que nous savions déjà : les exactions commandées par le gouvernement sont le prétexte pour instituer une loi « anti-casseurs » et limiter dangereusement les droits des citoyens.

1 - Le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, Didier Lallement, réputé pour sa « fermeté », remplacera Michel Delpuech à la tête des forces de police de Paris. Il a fait des merveilles à Bordeaux : soutien immédiat aux forces de l'ordre (si, si...on dit comme ça...) qui avaient matraqué le député (FI) de Gironde, Loïc Prud'homme, à l'issue d'une manifestation de Gilets jaunes. Bref, un teigneux.

2 – Interdiction aux Gilets jaunes de manifester dans « certains lieux ». On pense évidemment aux Champs-Elysées à Paris, à la place Pey-Berland à Bordeaux, à la place du Capitole à Toulouse, bref les beaux quartiers. Interdire, dans la novlangue macronienne, c'est garantir le droit de manifester...

3 - Des « aménagements » dans le déroulement des opérations de police ont été décidés. Les forces de l'ordre sur le terrain auront « une plus grande autonomie ». A Paris, elles seront « dotées d'une large capacité d'initiative », leur commandement sera « unifié ». Les détachements d'action rapide seront transformés en « unité anti-casseurs dotées d'une capacité de dispersion et d'interpellation ». Les forces de l'ordre auront à leur disposition plus de moyens vidéo, notamment des drones. Enfin, des officiers de police judiciaire seront aux côtés des unités de terrain et plus de véhicules seront mobilisés pour regrouper les personnes interpellées. Bref, plus de répression, plus d'arrestations, plus d'arbitraire, plus de violence policière et institutionnelle.

4 - La participation à une manifestation interdite sera sanctionnée d'une amende de 135 € (au lieu de 38 €). Non content d'attaquer physiquement les Gilets jaunes, E. Philippe les attaque aussi au portefeuille. S'attaquer aux plus pauvres est dans la tradition de tous les gouvernements précédents, rien ne change...

5 – Soutenir les commerçants paraît être une bonne idée. Mais dans la pratique, ce sont les « grandes enseignes » de la mondialisation néolibérale qui sont sur les Champs-Elysées qui seront aidées. En ont-elles vraiment besoin ? Vuitton et autres Hugo Boss, Guerlain, Hermès, Swarovski, IKKS, Levi's, Dior, Céline, Gucci, Chanel, Ungaro, Valentino, Nina Ricci, Chloé, Disney Store, Renault, Toyota, Citroën, Fiat, Fnac, Nespresso, Adidas, , Art Curial, H&M, Tommy Hil?ger, Nike, Armani, Dolce & Gabbana, Versace (liste non exhaustive) respirent...

Au lieu de répondre aux revendications des Gilets jaunes, le gouvernement accentue la répression et envoie sa police « au contact ». Le pouvoir cherche la confrontation et si, lors des prochaines manifestations, il y a encore plus de blessés (ou des morts), le gouvernement jouera les vierges effarouchées et demandera quelques enquêtes à l'IGPN. Mais peu importe, l'essentiel pour la macronie est de ne surtout pas rétablir l'ISF, ni de rendre, même modestement, le pouvoir au peuple avec le RIC, mais de continuer à taxer les Français jusqu'à leur « mise en bière »... Directives européennes exigent.

Mais les Gilets jaunes, s'ils ne cherchent pas l'affrontement physique, ne renonceront pas à leurs revendications légitimes. Ils continueront à manifester, parce c'est leur droit, parce qu'ils n'ont pas d'autre solution, jusqu'à la satisfaction de leurs revendications. Le temps est maintenant venu, pour les organisations syndicales, les démocrates et les pseudo-partis politiques institutionnels de prendre position : une barricade n'a que deux côtés, le peuple en occupe déjà un...

- - -

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire